



La crise du Covid-19

L'apprentissage essaie de sauver sa rentrée

— Entre juin et septembre, des dizaines de milliers de jeunes se dirigent normalement vers l'apprentissage.

— Mais la rentrée 2020 s'annonce plus compliquée dans le climat actuel d'incertitude économique.

« Nous aurons les jeunes, mais aura-t-on des entreprises en face ? » Bruno Mariette, directeur de l'Afipe, un centre de formation des apprentis (CFA) spécialisé dans le commerce et la vente, résume bien la situation qui attend l'apprentissage à la rentrée de septembre. Après une année 2019 en forte hausse (+ 16 %) avec 485 800 jeunes de 15 à 30 ans en apprentissage au 31 décembre dernier, la cuvée 2020 s'annonce nettement moins bonne en raison de l'épidémie de coronavirus. « Nous nous attendons à une baisse du nombre d'apprentis à la rentrée », déplore Aurélien Cadiou, président de l'Association nationale des apprentis de France (Anaf).

L'incertitude économique rend les sociétés réticentes à embaucher dans les prochains mois. « Nos entreprises partenaires me disent qu'elles essaient déjà de re-

mettre en activité leurs propres salariés, l'apprentissage n'est pas forcément leur priorité », raconte Ismaël Menault, directeur général de l'École de Paris des métiers de la table, un CFA dédié à l'hôtellerie-restauration.

Le Medef et un collectif de grandes entreprises appellent le gouvernement à verser une « aide unique » de 10 000 euros à chaque entreprise qui recruterait un apprenti avant le 31 décembre prochain. Cette somme serait versée de façon échelonnée à compter du deuxième mois suivant l'embauche, quels que soient la taille de l'entreprise et le niveau de diplôme préparé.

Le patronat réclame aussi un assouplissement pour permettre aux jeunes de rester jusqu'à neuf mois dans les CFA en attendant de conclure un contrat. Ce qui n'est pas sans problème pour ces derniers. Depuis la réforme de 2018, le financement des CFA est lié aux signatures de contrats d'apprentissage. « Nous allons accueillir les jeunes en cours dès septembre mais la plupart des contrats ne seront conclus qu'en fin d'année », estime Ismaël Menault. D'ici là, les CFA espèrent donc trouver une source de financement pour assurer leurs missions.

« Au bout de plusieurs années pour faire reconnaître les bénéfices



de l'apprentissage, nos efforts commençaient enfin à porter, rappelle Bruno Mariette. Il ne faudrait pas que tout chute maintenant. » « La période d'orientation s'est faite pendant le confinement et l'apprentissage est trop rarement un premier choix, craint également Aurélien Cadiou. Il faut pouvoir faire découvrir ces formations, or les portes ouvertes et les salons n'ont pas pu avoir lieu. »

« Nous allons accueillir les jeunes en cours dès septembre mais la plupart des contrats ne seront conclus qu'en fin d'année. »

Dans son CFA, Ismaël Menault a enregistré une chute de 16 % des nouveaux inscrits par rapport à l'année dernière et passe ces dernières semaines à rassurer des parents anxieux. Car, faute d'apprentis demain, le dynamisme d'après-demain sera freiné d'autant. Surtout dans des secteurs comme l'hôtellerie-restauration, déjà en manque de main-d'œuvre,

ou pour des postes très spécialisés de l'industrie.

« Entre les départs à la retraite à venir, la transformation et l'arrivée de nouveaux métiers, nous estimions avant la crise qu'il y avait au moins 120 000 besoins de recrutement chaque année dans l'industrie d'ici à 2025, détaille Hubert Mongon, délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM). Ce chiffre sera revu sûrement un peu à la baisse avec la crise, mais nous aurons toujours besoin de nombreux jeunes qu'il faut former dès aujourd'hui. »

Après la crise économique de 2008, le secteur avait déjà eu du mal à recruter du personnel qualifié. *« Ces périodes difficiles donnent lieu à une double peine, poursuit le responsable de l'UIMM. Notre activité est très impactée, et quand elle repart enfin, nous avons du mal à embaucher. »*

Pour Aurélien Cadiou, il ne faudra pas non plus oublier les jeunes déjà en apprentissage et dont l'entreprise, fragilisée par la crise, risque de fermer au cours de la deuxième année. *« Les petites sociétés prennent plus d'apprentis, or elles ont plus de problèmes de trésorerie, explique le président de l'Anaf. On risque des ruptures de parcours fortes, surtout chez les jeunes encore mineurs. »*

Audrey Dufour